

Monsieur le Ministre,

Comme l'ont relevé mes collègues, une mission économique est prévue du 6 au 10 décembre en Israël. Je voudrais intervenir sur quelques points soulevés par eux.

Rappeler d'abord qu'Israël est une démocratie. Une démocratie hélas en guerre depuis sa création. Des guerres successives dont il ne porte pas l'unique responsabilité. Des guerres, des attentats suicides, des bombardements, qui mettent en danger sa population. Et dès lors, il se défend. Sans doute, pas toujours comme on l'aimerait. Sa politique suscite régulièrement des critiques, parfois justifiées, parfois moins, mais, comme députée bruxelloise, je n'ai pas à l'expliquer. Si j'en parle c'est parce que cette démocratie, toute critiquable qu'elle soit aux yeux de certains, est un pays ami de la Belgique et des régions bruxelloise, wallonne et flamande. Dès lors que des relations diplomatiques existent, que des relations culturelles et économiques existent, je ne comprends pas le sens des interpellations de mes collègues. J'ai toujours plaidé contre tous les boycotts qui fragilisent et radicalisent les populations. Un boycott n'a jamais fait avancer la démocratie ou la paix.

Je pourrais vous parler du mur de sécurité, des victimes israéliennes, dont vous ne parlez pas, mais je vais simplement vous rappeler les différentes missions qui, en dehors des foires et salons, ont été organisées en 2009 par Bruxelles Export et dont certaines ont déjà été des succès en 2008 : Dubaï, Egypte, Tunisie, Lybie... En 2009, des missions ont été organisées au Proche et Moyen-Orient et au Maghreb :

- en Algérie : une mission économique,
- en Arabie Saoudite : une mission Princièrè,
- au Koweït : une mission économique,
- au Liban: une mission économique,
- au Liban encore : une participation à la foire du livre de Beyrouth,
- au Liban et en Jordanie : l'invitation d'acheteurs en mai,
- en Libye et en Tunisie : une mission économique,
- en Chine et au Vietnam : une mission en juin 2009...

Parmi la centaine d'actions, les quatre missions principales, dont une en Arabie Saoudite, parmi toutes les missions économiques, pluri ou multi-sectorielles, dans différents pays, dont la Lybie, la Russie, la Chine, le Maroc et Cuba, parmi toutes celles prévues en 2010 (Kazakhstan, Chine, Ukraine), la seule que certains collègues épingle est celle en Israël, mais bien sûr, nous ne sommes absolument pas ici dans l'indignation sélective... pas du tout ! Parmi toutes les violations du droit international, les seules qui méritent votre attention sont celles reprochées à Israël.

Il y a évidemment beaucoup à en dire. Au hasard, je prendrai la Chine.

Rapide exercice de mémoire sur la démocratie chinoise :

- Les communistes chinois ont tué plus d'un million de Tibétains, détruit plus de 6.000 monastères et transformé la province du nord-est du Tibet en un goulag logeant, selon une estimation, jusqu'à dix millions de personnes,... En avril 1991, le Dalai Lama décrivait la situation comme suit : « *Les nouveaux colons chinois ont créé une société alternative : un apartheid chinois qui, déniait aux Tibétains un statut social et économique égalitaire dans notre propre terre, menace de nous submerger et de nous absorber en définitive* ».

Rien de bien grave sans doute, pas de quoi boycotter la Chine...

- Des milliers de Chinois sont déportés sans jugement dans des camps de « rééducation » par le travail. Des cas de torture, de confessions obligatoires et de travail obligatoire sont largement rapportés. Les libertés d'assemblée et d'association sont extrêmement limitées. La Chine est le pays qui exécute le plus de prisonniers : 80 % des exécutions mondiales, selon le rapport d'Amnesty International. Champion mais derrière Singapour, l'Arabie Saoudite, la Biélorussie, le Sierra Leone, le Kirghizstan et... la Jordanie. Rien de bien grave... Pour ces pays-là, pas de boycott non plus, je sais.

- On en oublierait presque les Ouïgours, qui osent se plaindre de la colonisation du Xinjiang par les Chinois depuis 1949 ! Et les Mongols, en

Chine, aujourd'hui totalement dominés par les minorités chinoises qui imposent leur mode de vie sédentaire à une population nomade...

Allez, assez de chinoiseries, j'aurais dû me concentrer sur le droit des femmes en Arabie Saoudite...

Voyez-vous, à l'aune de ces quelques exemples, votre indignation sélective vis-à-vis de la mission économique en Israël ne semble pas crédible.

Brandir le rapport Goldstone, parfait ! Voté par qui ? Pas par la Belgique qui, comme de nombreux pays européens, s'est abstenue tandis que d'autres ont voté contre.

Soyons précis:

- 25 pays, quasi tous membres de la Ligue Arabe ou de la conférence islamique, ont voté le rapport, plus le Brésil, l'Argentine et le Chili.

Parmi ces pays, on retrouve donc une majorité de ceux qui violent le plus les droits de l'homme.

- 6 pays ont voté contre : la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie, l'Ukraine et les Etats-Unis.

- 16 pays se sont abstenus ou absents dont la Belgique, la Grande-Bretagne et la France sur un Rapport que même Richard Goldstone admet, aujourd'hui, être injuste et partial.

Enfin avant de conclure, Monsieur le Ministre, je voudrais rappeler quelques éléments des missions économiques et de l'accord de coopération, qui sont évidemment deux choses différentes.

Il s'agit, dans les missions économiques et sectorielles, de promouvoir des firmes belges sur le marché israélien, en les mettant en contact avec des partenaires locaux. Ainsi, en 2005, 2006 et 2008, des missions ont été organisées. En 2005, elle était bruxelloise, en 2006, les 3 Régions y ont été et il s'agissait, donc, de la première mission « belge » depuis 1996. La mission faisait suite au séminaire organisé le 11 mai 2006 (43 participants dont 14 bruxellois). En 2008, Israël a accueilli à nouveau les 3 Régions. Et

la semaine prochaine ce sera, si j'ai bien compris, une mission économique Bru-Wal emmenant 12 entreprises.

Ces missions sont économiques, elles sont considérées par les participants comme une réussite, notamment en ce qui concerne le ciblage des rendez-vous, la quantité des contacts d'affaires (en moyenne 8 contacts par firme), la qualité et le niveau (capacité décisionnelle) dont elles ont pu bénéficier.

L'accord de coopération, par contre, signé en 1998 et suspendu en 2002, porte sur la recherche et le développement et définit, en effet, la désignation et l'application de la coopération bilatérale. Je pense que la Région bruxelloise pourrait envisager sa reprise, mais c'est un autre débat.

Si nous parlons ici de la Région bruxelloise, il est à mon avis important de savoir qu'au niveau fédéral, la coopération au développement donne des subsides aux Territoires palestiniens depuis près d'une quinzaine d'années. Des montants importants y ont ainsi été consacrés. Il y a un an, le Ministre belge à la Coopération et au Développement a signé l'octroi d'une aide belge de 86 millions d'euros sur quatre ans dont 50 millions d'euros directement versés aux autorités palestiniennes, dans le cadre de la coopération bilatérale, le solde devant servir à financer des actions urgentes, de l'aide alimentaire. Et ces dernières viennent en prolongement de nombreux programmes et financements déjà en place. Au niveau fédéral, il y a eu également le financement à la préparation et à l'impression de manuels scolaires en 2001 et 2002. Manuels scolaires où l'incitation à la haine et l'appel aux martyrs et à l'antisémitisme sont présents et ce malgré de nombreuses dénonciations.

Non seulement la Belgique n'a pas arrêté l'aide aux Territoires palestiniens, mais l'enveloppe globale augmente chaque année. La Communauté Française, quant à elle, octroie des bourses à des étudiants palestiniens et, par l'APEFE, un projet en Palestine a permis de créer une école de traduction au sein de deux universités palestiniennes.

Ce qui m'amène, Monsieur le Ministre, à mes questions. J'ai lu vos réponses à des courriers demandant le boycott de la mission économique. Ils étaient rassurants et équilibrés.

- Confirmez-vous, aujourd'hui, qu'Israël ne sera pas mis au banc de la Région qui entretient, par exemple, ces mêmes relations avec l'Arabie Saoudite et la Chine?
- Confirmez-vous Monsieur le Ministre qu'en cette période déjà difficile économiquement, vous aurez à cœur de défendre les intérêts de notre Région plutôt que de céder au communautarisme ?

Je vous remercie.

Viviane Teitelbaum